

# Le PSU : Oui, mais pour quoi faire ?

*par Claude Bourdet*

**J**'ai toujours regretté qu'en 1970-72, le PSU n'ait pas participé au « programme commun ». D'abord, il aurait pu l'améliorer ; ensuite, il aurait été mieux placé, plus tard, pour dénoncer les reniements et aurait pu avoir quelque influence au sein des partis « traditionnels » ; enfin, il aurait été « dans le coup » et les amateurs de réalisme qui ont provoqué les hémorragies ultérieures auraient été moins suivis.

Pour des raisons similaires, j'ai été partisan de la présence d'Huguette Bouchardeau au gouvernement. Non pas qu'il y ait eu encore des illusions à se faire sur la politique gouvernementale, mais dans ce domaine, le maximalisme est autodestructeur, les gains limités sont la règle, et, à condition de savoir se battre sans cesse, la participation au « moins mauvais gouvernement possible » paraissait offrir au PSU à la fois un levier d'influence et une preuve d'existence dont il avait besoin.

Encore eût-il fallu que ces éléments servent vraiment. Je connais l'excellente qualité du travail administratif fourni par notre ministre, mais n'importe quel socialiste ou radical (ou communiste, du temps de Mauroy) honnête et compétent aurait pu être également efficace. J'admets aussi que, dans le secret des réunions ministérielles, Huguette Bouchardeau a pu être de ceux et celles qui ont défendu la fidélité au socialisme et, plus généralement, aux principes de la gauche. Mais pour un ministre PSU, ou pour le PSU doté d'un ministre, la tâche était plus nette et plus grave.

Je ne méconnais pas les efforts et les réalisations du pouvoir en place depuis 1981. Je sais ce qu'aurait été le gouvernement de la droite en cette période : il n'est que d'observer Thatcher et Reagan. Mais ce pouvoir « de gauche » a aussi fait des concessions inutiles et inquiétantes à ses ennemis et aux nôtres ; c'était le devoir de notre parti, participant à ce pouvoir, de tout faire pour les empêcher, ou au moins pour les dénoncer.

Passons sur une politique de compétitivité internationale aux dépens des travailleurs, imposée par le « tabou » du Marché Commun. Du moment où l'on refusait de s'en tenir à la règle du Rocard des temps anciens : « Oui au Marché Commun, mais pas aux dépens du socialisme », on était condamné au « barrisme sans Barre ».

Même alors, on aurait pu remarquer que le revenu national étant un peu plus élevé, et non pas moins élevé qu'avant la crise, il n'y avait aucune raison de ne pas assurer, d'une manière ou d'une autre, un minimum vital, à tout le moins, à ces millions d'hommes et de femmes qui étaient ou auraient été dans le circuit de production il y a quinze ou vingt ans, et que l'accélération de l'informatique et de l'automatisation en chasse tous les jours. L'affichette de la droite « Les nouveaux pauvres, c'est le socialisme », est indigne, mais c'est une gifle méritée par un pouvoir qui n'aurait jamais dû en arriver là.

Quant à la politique extérieure, plutôt plus atlantiste que sous Giscard, en tout cas que sous De Gaulle et Pompidou, quant à la folie nucléaire tant civile que militaire, quant au

reaganisme flamboyant et à l'anti-soviétisme militant (se faire donner des leçons par Barre, quelle honte !), il était à peine besoin d'être « socialiste » pour éviter ces erreurs-là. Il en est de même de l'abaissement devant les tristes chefs de l'OAS (qui n'a pas rapporté un seul électeur...), de l'extradition des Basques et de l'abandon de la tradition du droit d'asile, autant sans doute pour plaire aux électeurs de droite qu'à Gonzales.

Et les initiatives ratées, qu'il aurait fallu préparer autrement ou jouer plus durement, l'échec de la loi sur la presse, le sacrifice de Savary, la politique africaine néocoloniale pour laquelle on a court-circuité Jean-Pierre Cot... tout cela, et le reste, prend place dans le grand fourre-tout du néogaullisme présidentiel sans De Gaulle.

Autant de cas où on aurait voulu entendre un cri d'Huguette Bouchardeau, jouant, s'il le fallait, de sa démission. Ou alors, si elle était obligée de se taire, comme les ministres communistes, c'était au PSU de parler, comme le PCF sous Mauroy, et plus fort que lui, parce qu'il nous était bien égal, à nous, d'être rejetés. Or, il y a une contagion du pouvoir, et, à part quelques bêlements, nous avons servi de caution, c'est tout. Quel dommage ! Que d'occasions perdues ! Et le courage aurait été payant...

Le cours peut-il être redressé ? La démarche des camarades auteurs des textes regroupés sous le titre « Pour une double rupture », me paraît aller dans cette direction. En tout cas, continuer ainsi n'a plus de sens.

Si ce redressement est possible, tant mieux ! Ce serait désastreux que le capital considérable de militantisme et d'idées nouvelles que représente notre parti disparaisse sans profit pour quiconque. D'autre part, une crise aussi profonde atteint le PS et le PCF. La gauche est toute entière à reconstruire. Il faudra dans quelque temps rassembler les véritables socialistes, qu'ils soient encore au PS ou l'aient déjà quitté, les militants actuels ou anciens du PCF que les erreurs de leur parti n'ont pas fait glisser jusqu'à la droite du PS, et bien entendu ce groupe d'hommes et de femmes qui ont vu plus clair que tous les autres — les militants du PSU. Avoir à ce moment-là une organisation limitée, sans doute, mais solide, pour faciliter ce regroupement, sera essentiel. Telle serait la meilleure issue de nos difficultés actuelles.